

Service Risques  
Bureau des risques technologiques accidentels  
Unité sécurité des équipements industriels  
2 rue Saint Sever  
BP 86002 – 76032 ROUEN cedex

Rouen, le 26/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIMA**

1 boulevard Jean Moulin  
CS 40001  
76490 Rives-En-Seine

Références : RapportInspection\_REVIMA\_100424  
Code AIOT : 0005800413

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement REVIMA implanté 1, avenue du Latham 47 BP 1 76490 Rives-en-Seine. L'inspection a été annoncée le 04/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre des missions de la DREAL en matière de surveillance des équipements sous pression (ESP) en service. Cette inspection fait suite à la demande d'aménagement transmise par l'exploitant à la DREAL Normandie le 22/2/2024, afin d'obtenir pour un équipement sous pression un report d'échéance de requalification périodique prévue initialement le 2/1/2024 avec un intervalle jusqu'au 26/5/2024, à la suite de contraintes de production.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIMA
- 1, avenue du Latham 47 BP 1 76490 Rives-en-Seine
- Code AIOT : 0005800413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité du site est l'entretien et la maintenance de trains d'atterrissage par bains de traitement de surface et de moteurs auxiliaires d'avions.

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
2	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
4	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 18	Sans objet
3	Aménagements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 31	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs équipements sous pression étaient en retard de contrôles réglementaires lors de la visite du 10/04/2024.

L'exploitant a respecté ses engagements de régulariser leur situation administrative avant fin août 2024.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  La liste des équipements sous pression (hors groupe froid) du 9/2/2024 présentée par l'exploitant

était incomplète. Il manquait en effet le régime de surveillance, la date de la dernière inspection périodique et la date de dernière requalification périodique, et des erreurs dans les groupes de fluide étaient à corriger.

La liste des groupes froids présentée n'était pas conforme aux dispositions de l'article 6.III de l'AM du 20/11/2017. Un recensement des installations frigorifiques soumises au suivi en service était en cours.

Par mail du 14/8/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une liste des équipements sous pression, comprenant également les installations frigorifiques, conforme aux dispositions de l'article 6.III de l'AM du 20/11/2017.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Constat soldé.

L'exploitant devra néanmoins veiller à modifier dans son tableau la date des prochaines requalifications des installations frigorifiques. Ces opérations de contrôle sont à réaliser avant 10 ans et non pas 12 ans. En effet, les périodicités des requalifications périodiques (12 ans) définies dans le cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression - version du 23 juillet 2020 sont applicables à partir de la première requalification périodique suivant la date d'approbation du cahier technique professionnel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Fréquence des inspections périodiques sans PI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

**Prescription contrôlée :**

**Article 15**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.  
[...]

#### **Constats :**

Nous avons relevé que les équipements suivants étaient en retard d'inspection périodique (IP) :

- récipient RÉSERVOIR SABLEUSE RÖSLER n°17694, date d'échéance IP 9/1/2023,
- récipient RÉSERVOIR CORPS DE SABLEUSE LUCHAIRE n°6962, date d'échéance IP 9/1/2023,
- récipient RESERVOIR VERTICAL COMPRESSEUR n°2766, date d'échéance IP 23/10/2022,
- récipient RESERVOIR GRENAILLEUSE EXTERIEURE n°20-588-1-1, date d'échéance IP 9/3/2024.

Par mail du 14/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les compte-rendus d'inspection périodique des 3 et 9 juillet 2024 des équipements susvisés. Le remplacement du récipient RÉSERVOIR CORPS DE SABLEUSE LUCHAIRE n°6962 est prévu semaine 36.

De plus, l'exploitant a recensé les 4 installations frigorifiques suivantes non conformes :

- Installation GF4 (ZANOTTI, 2019, n°1943143E),
- Installation GF5 (DAIKIN VRV IV, 2018, n°F013928),
- Installation GF33 (CARRIER, 2022, n°M2022009537),
- Installation GF39 (ETT, 2016, n°12722-01).

Par mail du 14/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de vérifications initiales et d'inspections périodiques du 29/7/2024 de ces 4 installations frigorifiques ainsi que les plans d'inspection rédigés par l'organisme habilité ASAP.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La situation administrative de tous ces équipements sous pression est dorénavant régularisée. Néanmoins, les plans d'inspection des 4 installations frigorifiques doivent être signés par l'exploitant et approuvés par un organisme habilité lors de la première requalification périodique qui suit leur date d'application.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

**Prescription contrôlée :**

## Article 18

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

### Constats :

Lors de la visite, l'inspection avait relevé que les équipements sous pression suivants étaient en retard de requalification périodique (RP) :

- récipient RESERVOIR ARGON n°G1744, date d'échéance RP 22/5/23,
- récipient RESERVOIR ARGON n°G1745, date d'échéance RP 22/5/23,
- récipient RÉSERVOIR CORPS DE SABLEUSE LUCHAIRE n°6962, date d'échéance RP 9/1/2023.

Par mail du 14/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les attestations de requalification périodique du 19 juin 2024 et du 9 juillet 2024 des équipements susvisés.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La situation administrative de ces équipements sous pression est dorénavant régularisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Application, dispositions transitoires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 I. - Le ministre chargé de la sécurité industrielle peut fixer pour une famille d'équipements des conditions techniques particulières. Cette décision intervient après avis du conseil supérieur de la prévention des risques technologiques, ainsi que de l'Autorité de sûreté nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base.  II. - L'autorité administrative compétente au sens de l'article R. 557-1-2 peut, sur demande dûment justifiée de l'exploitant notamment en ce qui concerne la prévention et la limitation des risques, fixer pour un équipement individuel des conditions particulières d'application du présent arrêté. Cet équipement peut avoir été régulièrement autorisé et exploité dans un autre pays de l'Union européenne. Lorsque les conditions particulières concernent un équipement faisant l'objet d'un plan d'inspection, ou l'épreuve de la requalification périodique pour un équipement ne faisant pas l'objet d'un plan d'inspection, la décision de l'autorité administrative compétente est précédée d'un avis de la sous-commission permanente du conseil supérieur de la prévention des risques technologiques prévue à l'article D510-6 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Par mail du 22/2/2024, l'exploitant a transmis à la DREAL de Normandie une demande d'aménagement concernant le report de la requalification périodique du préparateur de chaufferie DAMOIS FRERES n°73.0260 (PS 12 bars, 1972) du 2/01/2024 au 26/5/2024, pour des contraintes de production.  Par mail du 5/3/2024, l'inspection de l'environnement a informé l'exploitant que l'aménagement sollicité ne pouvait pas être accordé vu que le dossier avait été déposé après l'échéance du contrôle réglementaire de l'équipement.  Afin de régulariser la situation de l'équipement, l'exploitant a mis en place un préparateur de remplacement selon le planning suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>- Préparation de la mise en place du préparateur (piquage, raccordement) : 20/4/24 avec arrêt des ateliers qui ont besoin d'eau surchauffée ;</li><li>- Arrivé le 23/4/24 du préparateur d'appoint ;</li><li>- Contrôle de mise en service réalisé par l'APAVE le 26/4/24 ;</li><li>- Arrêt du préparateur à requalifier le 26/4/24.</li></ul> Entre février et avril 2024, les mesures compensatoires suivantes ont été mises en œuvre par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- Inspection visuelle et contrôle thermographique mensuelle par l'APAVE. Le rapport du 11/3/2024 fait mention qu'aucun pont thermique n'a été détecté lors du contrôle. Le dernier contrôle s'est déroulé le 10/4/2024 ;</li><li>- Vérification 2 fois par semaine par DALKIA du bon état des piquages et des zones décalorifugées ;</li></ul> Par mail du 30/04/2024, l'exploitant nous a transmis tous les justificatifs démontrant que le

<p>préparateur a bien été déconnecté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Constat soldé. Néanmoins, l'exploitant transmettra à la DREAL Normandie l'attestation de requalification du préparateur de chaufferie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>